VIP

Centre de recherche
Versailles Saint-Quentin
Institutions Publiques

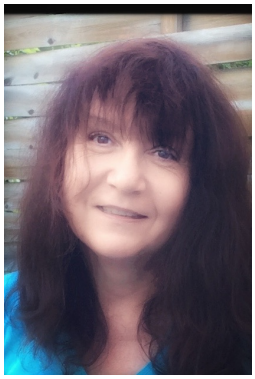
PRÉSENTATION DU VIP

Le **Centre de recherche VIP** regroupe l'ensemble des enseigneurs chercheurs de droit public de la Faculté de droit de l'Université de Versailles Saint-Quentin, ainsi que des enseignants-chercheurs en science politique, et des chercheurs venant d'autres universités ou horizons (docteurs, doctorants, avocats, juristes, etc.), soit environ 70 personnes.

Le VIP se donne d'abord pour mission de favoriser la recherche individuelle de chacun de ses membres tous statuts confondus, en fonction de ses centres d'intérêts. Il s'efforce ensuite et toujours plus, de créer les conditions d'une recherche collective sur des thèmes définis en commun, en fédérant les savoirs de chacun.

Laboratoire de taille moyenne, le VIP se forge une identité à travers des réalisations pérennes, et visibles, dans des domaines fondamentaux (Finances publiques, Libertés fondamentales, Contrats publics, Champs du droit public, etc.) et/ou originaux (Clinique légistique, Legal checking, Expertise, Handicap, etc.). Ancré dans la stratégie de

recherche Saclay, le VIP entend privilégier également les thèmes du patrimoine et du numérique, ainsi que des collaborations au sein du département SHS-Saclay, dans le cadre d’appels à projets ou d’autres manifestations scientifiques.



Directrice du VIP

Pascale BERTONI a été élue directrice du Laboratoire VIP le 28 mai 2018.

Elle est Professeur des universités en droit public.

Elle est spécialisée en droit fiscal et en finances publiques et en droit administratif. Ses recherches portent principalement sur l’influence des idéologies sur les normes en matière financière, mais également sur le droit de l’éducation, principalement dans l’ enseignement supérieur.

Ses domaines de compétence en matière d'enseignement sont le droit fiscal, les finances publiques, le droit de la fonction publique et le contentieux administratif.

Elle a co-dirigé le Master droit des contentieux public de 2008 à 2009.

Elle a dirigé le département de droit public de 2009 à 2014.
Elle a été membre nommée du CNU 02 (2015-2019)